



ISIT

39 bis rue d'Assas

75006 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2022



+33 (0)1 30 21 30 18 | 12, rue Portalis, 75008 PARIS – France

SOLAES.FR

RICHEMONT CAPERAA AUDIT Sas de Commissariat aux comptes

Compagnie de Paris - Capital 80 000 € - RCS Paris B 481 805 240

ASSOCIATION ISIT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 août 2022

Aux membres de l'association ISIT.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels l'association ISIT relatifs à l'exercice clos le 31 août 2022 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié la correcte application du règlement comptable ANC 2018-06 en matière de concours publics et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.



L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 26 janvier 2023

Michel BROSEAU
Commissaire aux comptes,
Inscrit auprès de la compagnie
Régionale de Versailles



R.C.A.

12 Rue Portalis
75008 PARIS

Tél. : 01.58.18.63.43

Fax : 01.42.65.01.01

R.C.S. Paris 481 805 240

Siret : 481 805 240 00043 – APE 6920Z

N° TVA FR 11 481 805 240



BILAN ACTIF

| ACTIF | | Exercice N 31/08/2022 12 | | | Exercice N-1 31/08/2021 12 | Ecart N / N-1 | |
|---------------------------|--|-----------------------------|------------------------------------|-----------|-------------------------------|---------------|---------|
| | | Brut | Amortissements et Provisions | Net | Net | Euros | % |
| ACTIF IMMOBILISE | Immobilisations incorporelles | | | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques... | 273 450 | 271 990 | 1 460 | 3 299 | 1 840- | 55. 76- |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | Immobilisations corporelles | | | | | | |
| | Terrains | 841 750 | | 841 750 | 841 750 | | |
| | Constructions | 702 750 | 480 000 | 222 750 | 247 500 | 24 750- | 10. 00- |
| | Installations techniques Matériel et outillage | 6 248 257 | 3 536 673 | 2 711 585 | 3 041 082 | 329 497- | 10. 83- |
| | Immobilisations corporelles en cours | 25 270 | | 25 270 | | 25 270 | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | <i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i> | | | | | | |
| | Immobilisations financières (1) | | | | | | |
| | Participations et Créances rattachées | | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | | |
| | Prêts | | | | | | |
| | Autres | 231 697 | | 231 697 | 223 045 | 8 652 | 3. 88 |
| | Total I | 8 323 174 | 4 288 663 | 4 034 511 | 4 356 676 | 322 165- | 7. 39- |
| | Stocks et en cours | | | | | | |
| | Créances (2) | | | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | 424 744 | 76 477 | 348 267 | 103 154 | 245 113 | 237. 62 |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | | | | |
| | Autres | 153 315 | | 153 315 | 416 886 | 263 571- | 63. 22- |
| | Valeurs mobilières de placement | 1 268 315 | | 1 268 315 | 1 269 774 | 1 459- | 0. 11- |
| Comptes de Régularisation | Instruments de trésorerie | | | | | | |
| | Disponibilités | 2 255 616 | | 2 255 616 | 2 469 854 | 214 238- | 8. 67- |
| | Charges constatées d'avance (2) | 417 716 | | 417 716 | 195 917 | 221 799 | 113. 21 |
| | Total II | 4 519 705 | 76 477 | 4 443 229 | 4 455 586 | 12 357- | 0. 28- |
| | Frais d'émission des emprunts (III) | | | | | | |
| | Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | | |
| | Ecart de conversion actif (V) | | | | | | |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI) | 12 842 879 | 4 365 139 | 8 477 740 | 8 812 262 | 334 523- | 3. 80- |

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

| PASSIF | | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N / N-1 | |
|---------------|--|---------------|---------------|---------------|--------|
| | | 31/08/2022 12 | 31/08/2021 12 | Euros | % |
| FONDS PROPRES | Fonds propres | | | | |
| | Fonds propres sans droit de reprise : | | | | |
| | Fonds propres statutaires | | | | |
| | Fonds propres complémentaires | | | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise : | | | | |
| | Fonds statutaires | | | | |
| | Fonds propres complémentaires | | | | |
| | Ecarts de réévaluation | | | | |
| | Réserves : | | | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| | Réserves pour projet de l'entité | 3 882 111 | 3 808 078 | 74 032 | 1.94 |
| | Autres | 603 484 | 603 484 | | |
| | Report à nouveau | | | | |
| | Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits) | 120 904 | 74 032 | 194 936 | 263.31 |
| | Situation nette (sous total) | 4 364 691 | 4 485 595 | 120 904 | 2.70 |
| | Fonds propres consommables | | | | |
| | Subventions d'investissement | 29 922 | 29 922 | | |
| | Provisions réglementées | | | | |
| | Total I | 4 394 613 | 4 515 517 | 120 904 | 2.68 |
| FONDS DÉDIÉS | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | | | |
| | Fonds dédiés | 4 082 | 4 082 | | |
| | Total II | 4 082 | 4 082 | | |
| PROVISIONS | Provisions pour risques | 54 360 | 54 360 | | |
| | Provisions pour charges | 111 018 | 124 690 | 13 673 | 10.97 |
| | Total III | 165 377 | 179 050 | 13 673 | 7.64 |
| DETTES (1) | Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | 655 702 | 1 049 552 | 393 849 | 37.53 |
| | Emprunts et dettes financières diverses | | | | |
| | Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 518 206 | 212 375 | 305 832 | 144.01 |
| | Dettes des legs ou donations | | | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 379 802 | 443 209 | 63 407 | 14.31 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| | Autres dettes | 300 690 | 39 063 | 205 557 | 8.53 |
| | Avances et acomptes reçus | 1 902 232 | 2 369 416 | | |
| | Instruments de trésorerie | | | | |
| | Produits constatés d'avance | 157 035 | | 157 035 | |
| | Total IV | 3 913 668 | 4 113 614 | 199 946 | 4.86 |
| | Ecarts de conversion passif (V) | | | | |
| | TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 8 477 740 | 8 812 262 | 334 523 | 3.80 |

[1] Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

[2] Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N 31/08/2022 12 | Exercice N-1 31/08/2021 12 | Ecart N / N-1 | |
|---|-----------------------------|-------------------------------|----------------|---------------|
| | | | Euros | % |
| Produits d'exploitation (1) | | | | |
| Cotisations | 60 | 50 | 10 | 20.00 |
| Ventes de biens et services | | | | |
| Ventes de biens | | | | |
| Ventes de dons en nature | | | | |
| Ventes de prestations de service | 5 531 192 | 5 234 886 | 296 305 | 5.66 |
| Parrainages | | | | |
| Produits de tiers financeurs | | | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 798 669 | 1 229 624 | 430 956 | 35.05 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | |
| Dons manuels | | 7 820 | 7 820 | 100.00 |
| Mécénats | | | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | | | |
| Contributions financières | 1 338 | | 1 338 | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 45 302 | | 45 302 | |
| Utilisations des fonds dédiés | | | | |
| Autres produits | 48 445 | 81 931 | 33 486 | 40.87 |
| Total I | 6 425 004 | 6 554 312 | 129 307 | 1.97 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | |
| Achats de marchandises | | | | |
| Variation de stock | | | | |
| Autres achats et charges externes | 2 489 863 | 2 386 645 | 103 218 | 4.32 |
| Aides financières | 239 430 | 380 605 | 141 176 | 37.09 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 85 462 | 108 501 | 23 038 | 21.23 |
| Salaires et traitements | 2 174 834 | 2 111 421 | 63 413 | 3.00 |
| Charges sociales | 917 640 | 927 849 | 10 209 | 1.10 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 408 583 | 490 330 | 81 747 | 16.67 |
| Dotations aux provisions | 17 577 | 11 930 | 5 647 | 47.33 |
| Reports en fonds dédiés | | | | |
| Autres charges | 196 154 | 3 159 | 192 994 | N5 |
| Total II | 6 529 542 | 6 420 440 | 109 102 | 1.70 |
| 1 - Résultat d'exploitation (I-II) | 104 538 | 133 872 | 238 410 | 178.09 |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N 31/08/2022 12 | Exercice N-1 31/08/2021 12 | Ecart N / N-1 | |
|---|-----------------------------|-------------------------------|-----------------|-----------------|
| | | | Euros | % |
| Produits financiers | | | | |
| De participation | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 148 | 1 990 | 1 842- | 92. 57- |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Total III | 148 | 1 990 | 1 842- | 92. 57- |
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | 5 593 | 15 275 | 9 682- | 63. 39- |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Total IV | 5 593 | 15 275 | 9 682- | 63. 39- |
| 2. Résultat financier (III-IV) | 5 445- | 13 285- | 7 840 | 59. 01 |
| 3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV) | 109 983- | 120 587 | 230 570- | 191. 21- |
| Produits exceptionnels | | | | |
| Sur opérations de gestion | 2 323 | 3 621 | 1 298- | 35. 86- |
| Sur opérations en capital | | 9 918 | 9 918- | 100. 00- |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | | | |
| Total V | 2 323 | 13 539 | 11 217- | 82. 85- |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Sur opérations de gestion | 13 244 | 5 734 | 7 509 | 130. 95 |
| Sur opérations en capital | | 54 360 | 54 360- | 100. 00- |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | |
| Total VI | 13 244 | 60 094 | 46 850- | 77. 96- |
| 4. Résultat exceptionnel (V-VI) | 10 921- | 46 555- | 35 634 | 76. 54 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | | | |
| Total des produits (I+III+V) | 6 427 475 | 6 569 841 | 142 366- | 2. 17- |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | 6 548 379 | 6 495 809 | 52 570 | 0. 81 |
| 5. EXCEDENT OU DEFICIT | 120 904- | 74 032 | 194 936- | 263. 31- |

**Annexe au Bilan au 31 août 2022 et
au Compte de résultat du 1er septembre 2021 au 31 août 2022**

Par arrêté du 10 avril 2003 (JO du 19-4-2003) l'ISIT est reconnu par l'Etat en tant qu'établissement d'enseignement supérieur.

Article 2 : Cet établissement est autorisé à délivrer un diplôme visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} septembre 2017 (arrêté du 3 avril 2017 paru au Bulletin Officiel du 27 avril 2017). A partir de cette date, l'ISIT est autorisé à délivrer un diplôme unique de niveau I, visé par le ministre de l'enseignement supérieur et conférant le grade de master à ses titulaires.

En novembre 2021, l'HCERES a émis un avis favorable relatif à la demande de renouvellement de l'autorisation à délivrer le diplôme visé par l'Etat de l'ISIT. L'audition par le CNESER a eu lieu le 14 décembre 2021. Par arrêté du 30 décembre 2021 le MESRI-DGESIP a renouvelé l'autorisation de l'ISIT à délivrer un diplôme visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et conférant le grade de master. Cet arrêté a été publié au BOESRI du 20 janvier 2022.

Par décret du 24 décembre 2021 (JO du 28-12-2021) l'ISIT est reconnu par l'Etat en tant qu'établissement-composante de l'Université Paris-Panthéon-Assas, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimental. L'Université Paris-Panthéon-Assas est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Le recteur de la région académique Ile-de-France, chancelier des universités, assure le contrôle administratif et budgétaire de l'établissement.

Le bilan avant répartition du résultat de l'exercice clos le 31/08/2022 présente un total d'actif ou passif de 8 475 146 € et un résultat déficitaire de 120 904 €.

L'exercice a une durée de 12 mois et recouvre la période du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022.

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

- L'ISIT devient établissement composante de l'Etablissement expérimental Paris-Panthéon-Assas Université. Pionnière dans sa démarche, l'Université Paris-Panthéon-Assas est la première université en France à intégrer 4 grandes écoles privées, reconnues d'intérêt général (EESPIG) : Institut Français de Presse, l'EFREI (école d'ingénieurs généraliste du numérique, le Centre de formation des Journalistes, l'école W (école de communication et de journalisme). Ces 4 membres intégrés dont l'ISIT, leaders dans leur domaine de spécialité, sont porteurs de forte valeur ajoutée dans les champs de la formation et de la recherche. Ce regroupement compte également un institut-partenaire public, l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM) du Ministère des Armées, qui apporte son expertise sur les questions de sécurité-défense et de relations internationales.

- Une baisse des effectifs du Programme Grande Ecole : 612 étudiants et alternants en 21/22 par rapport à 653 en 20/21 dont 48 apprentis en 21/22 au lieu de 46 en 20/21, mais continuité de développement du programme Bachelor commun avec l'EFREI en 2^{ème} année, soit 44 étudiants en 1^{ère} et 2^{ème} année en 21/22 contre 22 étudiants en 1^{ère} année en 20/21.

- Le démarrage de l'activité du CFA propre à l'ISIT avec la gestion de 28 contrats d'alternance en 21/22 (16 en 5^{ème} année Management Interculturel et 12 en 5^{ème} année Stratégie Internationales et Diplomatie) en sus de son appartenance en tant qu'UFA au CERFAL. Le CERFAL a géré 20 contrats d'alternance au total pour les spécialisations de 5^{ème} année (Stratégie Digital Interculturel et Communication Interculturelle et Traduction) en 21/22.

- La poursuite et l'approfondissement des partenariats de l'établissement.

Plusieurs mouvements du personnel au niveau de la Direction et des Responsables sont à souligner :

Le Directeur Général a quitté l'ISIT le 30 juin 2022 (par rupture conventionnelle).

Il a été remplacé par une Direction Générale par intérim en juillet et août 2022, fonction prise en charge par le Directeur Général Adjoint.

Une nouvelle Directrice Générale a pris ses fonctions le 1^{er} septembre 2022.

Le Directeur des Services Généraux a quitté l'ISIT le 15 avril 2022 (par rupture conventionnelle).

Le Responsable des Systèmes d'Information a quitté l'ISIT le 3 septembre 2021 (après démission). Il a été remplacé par un nouveau Responsable des Systèmes d'Information qui a pris ses fonctions le 1^{er} septembre 2021 et quitté l'ISIT le 10 août 2022. Un nouveau Responsable des Systèmes d'Information a pris ses fonctions le 1^{er} septembre 2022.

Les services de la Direction Administrative et Financière ont été perturbés par deux arrêts maladie (Responsable comptable et Responsable administrative) de mi-mai 2022 au 31 août 2022. Le Responsable comptable a repris ses fonctions le 6 septembre 2022. La responsable administrative est toujours en arrêt maladie à ce jour.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les effectifs de la rentrée 22/23 n'ont pas été à la hauteur des prévisions attendues déterminées par le CODIR le 31 mai 2022.

Cela a un impact fort sur le chiffre d'affaires 22/23. La baisse du chiffre d'affaires et la hausse des charges (ex : le loyer, l'énergie) ont pour conséquence un résultat prévisionnel pour cet exercice estimé à - 927 K€ (au 20/01/2023).

Plusieurs mouvements du personnel au niveau de la Direction et des Responsables sont à souligner :

La nouvelle Directrice Générale a pris ses fonctions au 1^{er} septembre 2022

Une Directrice de la Recherche a pris ses fonctions le 1^{er} janvier 2023

Le Directeur Général Adjoint a quitté l'ISIT le 31 décembre 2022 (par rupture conventionnelle) et ne sera pas remplacé. Une nouvelle organisation a été mise en place.

Le Directeur Administratif et Financier va quitter l'ISIT le 3 mars 2023 (après démission)

La Directrice des relations entreprises et de la communication va quitter l'ISIT le 28 février 2023 (par rupture conventionnelle). Une nouvelle organisation est prévue avec l'embauche d'un.e Directeur.trice du développement.

Le responsable pédagogique de la langue française va quitter l'ISIT le 3 février 2023 (après démission). Il ne sera pas remplacé.

La Responsable Communication France et International va quitter ses fonctions le 31 mars 2023 (après démission). Un remplacement est prévu.

La Responsable Administrative au sein de la Direction Administrative et Financière est toujours en arrêt maladie depuis mi-mai 2022.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'Association sont établis en conformité avec les nouvelles dispositions du règlement 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

CHANGEMENT DE METHODE

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices intangibilité du bilan d'ouverture
- Nominalisme (valeur des coûts historiques)
- Prudence (produits réalisés, charges réalisées et probables)
- Non-compensation entre actif et passif ou entre produits et charges
- Bonne information
- Importance relative (présentation des éléments dont la non connaissance pourrait avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs des états financiers).

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

CONSEQUENCES COVID-19

Toutes les immobilisations des travaux d'aménagement du site d'Arcueil ont été comptabilisées à partir du 1er septembre 2015 et étaient amorties sur une durée de 12 ans, soit la durée du bail (Date de prise d'effet du bail sur 12 ans, le 8 décembre 2014, soit une prise de fin du bail le 7 décembre 2026).

En raison de la crise sanitaire du COVID, l'ISIT a sollicité et obtenu une réduction du loyer du site d'Arcueil au propriétaire (74 500 déduits de l'échéance de loyer du 1er trimestre 2021 et 74 500 € déduit de l'échéance de loyer du 2ème trimestre 2022). En contrepartie, le 7 janvier 2021 un nouveau bail a été signé rallongeant la durée totale à 15 ans (soit une fin du Bail prorogée le 7 décembre 2029) au lieu des 12 ans initialement prévus.

La durée d'amortissement des immobilisations des travaux d'aménagement du site d'Arcueil a donc été prolongée de 3 ans. Pour des raisons pratiques (le logiciel d'amortissement SAGE ne permettant de modification de la durée au cours d'un exercice comptable), la prolongation de la durée d'amortissement a été calculée à partir du 1^{er} septembre 2020, soit en début du présent exercice comptable.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires).

Nous appliquerons la méthode des coûts par composants.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation :

| | |
|--|-------------|
| ❖ Structure (gros œuvre, charpente) | 25 à 50 ans |
| ❖ Façades, étanchéité, couverture | 15 à 20 ans |
| ❖ Menuiseries extérieures | 15 à 20 ans |
| ❖ Serrurerie et électricité | 10 à 15 ans |
| ❖ Installations générales et techniques scellées | 10 à 15 ans |
| ❖ Agencements intérieurs (cloisons carrelages) | 10 à 15 ans |
| ❖ Equipements lourds de restauration | 8 à 12 ans |
| ❖ Mobilier de bureau | 5 à 10 ans |
| ❖ Matériel pédagogique hors informatique | 3 à 5 ans |
| ❖ Matériel de bureau hors informatique | 3 à 5 ans |
| ❖ Matériel informatique ou de reprographie | 1 à 3 ans |
| ❖ Logiciels | 1 à 4 ans |

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

En cas de risque de non-remboursement, les immobilisations financières font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Une réévaluation de 8 652 € du dépôt de garantie du loyer du bâtiment à Arcueil augmente ce denier à 231 697 € au 31/08/2022. Le dépôt est réévalué chaque année suivant l'évolution de l'indice du coût de la construction.

Le détail des immobilisations est le suivant :

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

| | <i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i> | <i>Augmentations</i> | <i>Diminutions</i> | <i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i> |
|--|---|----------------------|--------------------|--|
| Immobilisations incorporelles | 273 450 € | | | 273 450 € |
| Immobilisations corporelles - terrain | 841 750 € | | | 841 750 € |
| Immobilisations corporelles - construction | 702 750 € | | | 702 750 € |
| Immobilisations corporelles - agencements/matériel | 6 195 761 € | 52 496 € | | 6 248 257 € |
| Immobilisations financières | 223 045 € | 8 652 € | | 231 697 € |
| Immobilisations en cours | 0 € | 25 270 € | | 25 270 € |
| TOTAL | 8 236 756 € | 86 418 € | 0 € | 8 323 174 € |

Les augmentations des immobilisations sont essentiellement :

- des installations générales et agencements dont principalement des travaux de réparation des dégâts des eaux (6 060 €) et l'achat de DM/Facette 7F5 et leur installation (2 291 €),
- du matériel informatique dont principalement des ordinateurs portables pour 29 261 €, des équipements visioconférence pour les salles pour 12 650 € et des stations d'accueil pour 2 234€.
- un ajustement du dépôt de garantie de 8 652 € suite à la révision du loyer en décembre 2021,
- des travaux en cours concernant la refonte du site internet ISIT pour 25 270 €.

Le détail des amortissements est le suivant :

| |
|-----------------------------------|
| TABLEAU DES AMORTISSEMENTS |
|-----------------------------------|

| | <i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i> | <i>Augmentations : dotations de l'exercice</i> | <i>Diminutions d'amortissements de l'exercice</i> | <i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i> |
|--|---|--|---|--|
| Immobilisations incorporelles | 270 150 € | 1 840 € | | 271 990 € |
| Immobilisations corporelles - terrain | 0 € | | | 0 € |
| Immobilisations corporelles - construction | 455 250 € | 24 750 € | | 480 000 € |
| Immobilisations corporelles - agencements/matériel | 3 154 679 € | 381 993 € | | 3 536 672 € |
| Immobilisations financières | 0 € | | | 0 € |
| TOTAL | 3 880 079 € | 408 583 € | 0 € | 4 288 662 € |

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le total de créances douteuses s'élève à 91 798 € au 31/08/2022 contre 88 083 € au 31/08/2021, soit une augmentation de 3 715 €.

Les créances douteuses au 31/08/22 sont provisionnées pour dépréciations à 100 %

Une dotation pour dépréciation est comptabilisée pour 17 577 €. Une reprise pour dépréciation est comptabilisée pour 12 826 €.

Le total des dépréciations sur créances s'élève à 76 477€ au 31/08/2022 contre 71 725 € au 31/08/2021, soit une augmentation de 4 752 €.

Des pertes sur scolarité ont été constatées au cours de l'exercice 2021/2022 pour 8 682 €.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute à l'actif est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les valeurs mobilières de placement (Contrat de capitalisation) sont inscrites au bilan au 31/08/2022 pour une valeur comptable de 1 267 187 €. Il s'agit de la valeur (d'achat) du capital, les plus-values latentes n'étant pas comptabilisées.

La valorisation réelle du contrat est de 1 556 666 € au 31/08/2022.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute.

FONDS PROPRES

MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES

Entre le 1^{er} septembre 2021 et le 31 août 2022

MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES

| | <i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i> | <i>Augmentations</i> | <i>Diminutions</i> | <i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i> |
|---|---|----------------------|--------------------|--|
| Réserve pour investissements | 3 808 078 € | 74 032 € | | 3 882 111 € |
| Réserve : constitution fonds de roulement | 603 484 € | | | 603 484 € |
| Résultat de l'exercice (excédentaire / déficitaire) | 74 032 € | | 194 936 | -120 904 € |
| TA affectée aux investissements | 877 279 € | | | 877 279 € |
| Reprise matériel pédagogique | -847 357 € | | | -847 357 € |
| Subvention UFA | 130 491 € | | 130 491 € | 0 € |
| Reprise subvention TA UFA | -130 491 € | 130 491 € | | 0 € |
| TOTAL | 4 515 515 € | 251 395 € | 130 491 € | 4 394 613 € |

L'exercice du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022 dégage un résultat déficitaire de 120 904 €.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les fonds propres à l'ouverture de l'exercice sont issus d'un dispositif lié à l'organisation de l'apprentissage avant le 01/01/2020. Il s'agit d'une affectation de tout ou partie de la taxe d'apprentissage à des investissements et de sommes reçues de l'ASP.

Amortissements des subventions : les subventions d'investissement issues de la taxe d'apprentissage ou de financement d'investissement Erasmus sont reprises au résultat au même rythme que les actifs qu'elles ont financés.

Engagement de conservation : Le bénéficiaire doit conserver les biens acquis pendant dix ans.

DON VERNON

Le legs "de Vernon" ayant été dévolu à l'Institut Catholique de Paris et accepté par celui-ci, la quote-part de l'ISIT dans le "fonds de Vernon" n'est pas enregistrée en comptabilité.

Aux termes de la convention de Vernon, les revenus distribués au titre du capital investi dans un fonds commun de placement dédié à l'ICP et géré par la Société Générale, doivent être affectés à l'octroi de bourses aux étudiants et au financement d'outils et de moyens pédagogiques.

Les revenus distribués par le FCP ICP sont de 4 082 € en mars 2006.

Aucun revenu n'a été distribué depuis. Le compte « fonds de Vernon » s'élève à 4 082 € au 31 août 2022.

PROVISIONS

Une provision pour risques et charges est constituée chaque fois que le droit d'un tiers la justifie, même si la réalisation est incertaine.

Les mouvements des provisions pour l'exercice 2021-2022 sont les suivantes :

| | Valeur à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur à la clôture de l'exercice |
|--|------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------------------------|
| Provisions IDR | 124 690 € | | 13 673 € | 111 017 € |
| Provisions pour risques | 54 360 € | | | 54 360 € |
| Provisions pour charges | | | | 0 € |
| Provisions pour dépréciations des créances douteuses | 71 725 € | 17 577 € | 12 826 € | 76 477 € |
| TOTAL | 250 775 € | 17 577 € | 26 499 € | 241 854 € |

La provision pour indemnités de départ à la retraite :

Le montant de la charge des indemnités de départ à la retraite (IDR) est évalué à chaque exercice. Les seuils des indemnités selon l'ancienneté sont définis par la convention collective, soit celle de l'Enseignement Privé Indépendant et sont appliqués dans le calcul au 31/08/2022.

L'hypothèse retenue est le départ à l'initiative du salarié, donc avec charges sociales.

Le droit acquis est provisionné à 100 % pour les salariés de plus de cinquante ans, 60 % pour les salariés de quarante à cinquante ans et 10 % pour les moins de 40 ans. La provision pour IDR au 31/08/2022 s'élève à 111 017 €.

La provision pour risques :

Le bilan établi pour le CERFAL et la région chaque année civile affectait les charges d'apprentissage selon une clef de répartition par rapport aux dépenses totales. Ces charges étaient plafonnées par rapport au coût défini au préalable par la région. Toute collecte de taxe supérieure aux dépenses était considérée comme un « report à nouveau ». Historiquement le CERFAL a permis à ses UFAs, dont l'ISIT, de conserver ces reliquats de taxe dans certaines limites pour appuyer la trésorerie. Cette approche était possible pendant la durée de l'ancien dispositif parce que le montant cumulé des reliquats pouvait évoluer d'une année à l'autre. Ce dispositif ayant pris fin au 31/12/2019, sauf lobbying ou décision exceptionnelle, la région peut exiger le reversement de l'ensemble des reliquats du CERFAL. Pour cette raison, le CERFAL souhaite le reversement de 84 478 e.

Depuis le début de l'activité de l'apprentissage, il n'a pas été imposé une provision pour reliquats ni un traitement au bilan. Ce traitement comptable a continué jusqu'à la fin du dispositif et en conséquence le reversement était censé impacter directement le compte de résultat en 2020/2021.

Des négociations avec le directeur du CERFAL entre juin et octobre 2021 ont permis d'obtenir l'accord suivant : le CERFAL a proposé à l'ISIT de poursuivre les relations avec si l'ISIT le souhaitait pour un an, deux ans ou trois ans. La convention peut être reconduite exceptionnellement pour un an, deux ans ou trois ans avec un ou plusieurs groupes d'étudiants et en contrepartie le CERFAL adresse à l'ISIT des avoirs annuels sur les frais de gestion de 7 % à imputer sur le reliquat de taxe de 84 478 €.

L'ISIT a reçu une facture d'avoir sur frais de gestion 2020 en date du 31/12/20 d'un montant de 30 118 € et un mail nous indiquant que le reliquat de l'ISIT s'élevait donc à 54 360 € au 31/12/2020.

L'ISIT a reçu une nouvelle facture d'avoir sur frais de gestion 2021 en date du 31/12/21 d'un montant de 30 000 €.

Le solde du reliquat de l'ISIT s'élève à 24 360 € au 31/12/2022.

Pour mémoire, une provision pour risques avait donc été comptabilisée en charges exceptionnelles dans le compte de résultat et au passif du bilan pour 54 360 € dans les comptes clos au 31/08/2021.

Les provisions pour dépréciation des créances douteuses :

Des provisions pour dépréciation des créances douteuses étaient comptabilisées pour 71 725 € au 31/08/2021. Elles ont été augmentées de 4 751 € au 31/08/2022, qui correspondent à une provision de 17 577€ et reprise de 12 826 €, pour atteindre un total de 76 477 €.

ENGAGEMENTS DONNES

Un emprunt de 1 500 000 € a été souscrit auprès de la Société Générale en septembre 2006 pour l'acquisition du local rue d'Assas. La dernière échéance a été remboursée au 27 avril 2022 soldant l'emprunt.

Une inscription de privilège de prêteur de deniers en premier rang sur le bien financé a été prise par contrat.

Un emprunt de 2 000 000 € a été souscrit auprès de la Société Générale en février 2015 pour le financement des travaux du nouveau bâtiment à Arcueil. A titre de garantie, une hypothèque a été prise sur le local de la rue d'Assas. La dernière échéance a été reportée au 25 novembre 2022. Les échéances mensuelles sont de 26 494 €.

Un emprunt (Prêt Garanti par l'Etat) a été souscrit auprès de la Société Générale le 18 mars 2021 pour faire face aux conséquences financières de la pandémie du COVID-19. Cet emprunt bénéficie de la garantie de l'Etat. Cet emprunt a bénéficié dans un premier temps d'un différé de 12 mois de remboursement.

Le 11 janvier 2022, une durée additionnelle d'amortissement a été prise sur 5 ans dont 1 an de décalage de remboursement du capital.

=> Période du 18/03/2021 à 18/03/2022 : Pas de remboursement du capital emprunté. Paiement d'une prime de garantie le 18 mars 2022 : 1 500 €.

=> Période du 18/04/2022 au 18/03/2023 : Pas de remboursement du capital emprunté. Paiement d'une prime de garantie de 214 € par mois et des intérêts pour 460 € par mois, soit 8 088 € sur 12 mois.

=> Période du 18/04/2023 au 18/03/2027 : Paiement de 48 mensualités de 12 950 euros, soit un total de 621 600 € sur les 48 mois (comprenant le capital remboursé, les intérêts et les primes de garantie).

TABEAU DES DETTES FINANCIERES

| Etat des emprunts et dettes financières | Date de Fin | Montant souscrit | Total du capital restant dû au 31/08/2022 | A 1 an au plus | A plus d'1 an et 5 ans au plus | A plus de 5 ans |
|--|-------------|------------------|---|----------------|--------------------------------|-----------------|
| Achat 39 bis rue d'Assas - Société Générale | 27/04/2022 | 1 500 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Travaux d'aménagement Arcueil - Société Générale | 25/11/2022 | 2 000 000 | 55 702 | 55 702 | 0 | 0 |
| Prêt Garanti par l'Etat - Société Générale | 18/03/2027 | 600 000 | 600 000 | 61 475 | 538 525 | 0 |
| TOTAUX | | 4 100 000 | 655 702 | 117 177 | 538 525 | 0 |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | 0 | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | 393 849 | | | | |
| Montant des intérêts de l'exercice | | 5 593 | | | | |

*Accord en raison de la crise sanitaire : report de la fin des prêts de 6 mois

L'emprunt de la 1ère ligne du tableau est terminée en 21/22.

AVANCES ET ACOMPTES RECUS

Les avances et acomptes reçus sur les frais de scolarité 22/23 au 31/08/2022 s'élève à 1 889 085 € (total versé par 368 étudiants) contre un montant d'avances et acomptes sur les frais de scolarité 21/22 au 31/08/2022 de 2 369 416 € (total versé par 443 étudiants) soit une diminution de 480 331 € entre les deux exercices.

DETTES

Toutes les autres dettes sont à moins d'un an.

INFORMATION RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

Informations relatives aux ressources de l'activité

Les ressources de l'association sont issues majoritairement des frais de scolarités mais l'ISIT reçoit également des financements de l'Etat français, de la région, des collectivités locales, de l'Union européenne et des entreprises.

L'association s'engage à participer à l'effort de modernisation de l'enseignement supérieur en inscrivant ses formations et sa recherche dans les orientations du service public. En contrepartie l'association perçoit une subvention de fonctionnement.

Concernant l'offre d'apprentissage 21/22, la formation de l'ISIT a fait l'objet d'une prise en charge des apprentis par les OPCOs des entreprises.

Le 8 juillet 2021, la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et Solidarités (DRIETS) a confirmé l'enregistrement du CFA ISIT pour les actions de formation par apprentissage en propre.

En 21/22, le CERFAL a assuré une partie de la facturation aux OPCOs et applique des frais de gestion de 7 % déduit de chaque facture. Pour mémoire, le CERFAL a accordé une remise en date du 31/12/20 de 30 K€ sur les frais de gestion 2020 et une remise en date du 31/12/21 de 30 K€ sur les frais de gestion 2021, en contrepartie d'une prolongation de services par convention renouvelée en 2021 pour une durée de 3 ans.

Le CERFAL a géré 20 contrats d'alternance au total pour les spécialisations de 5^{ème} année Stratégie Digital Interculturel et Communication Interculturelle et Traduction.

En 21/22, le CFA propre à l'ISIT a assuré l'autre partie de la facturation aux OPCO. En 21/22, la facturation a été gérée par la Directrice du CFA ISIT et un apprenti.

Le CFA de l'ISIT a géré 28 contrats d'alternance (16 en 5^{ème} année Management Interculturel et 12 en 5^{ème} année Stratégie Internationales et Diplomatie).

Les ressources 21/22 se décomposent ainsi :

| € | 2021-2022 | 2020-2021 | Variation |
|---|---------------------|---------------------|--------------------|
| Produits de scolarité (formation initiale) | 4 731 956,50 | 4 959 773,20 | -227 816,70 |
| Subvention du ministère | 463 998,00 | 464 000,00 | -2,00 |
| Produits d'apprentissage | 414 693,98 | 451 533,10 | -36 839,12 |
| Produits des activités annexes (location de salles) | 223 011,34 | 61 000,40 | 162 010,94 |
| Mobilités internationales (Erasmus) | 197 766,00 | 195 729,26 | 2 036,74 |
| Produits de formation professionnelle | 195 833,00 | 209 312,79 | -13 479,79 |
| Autres subvention UE (Parlement Européen) | 52 645,00 | 86 721,18 | -34 076,18 |
| Reprises provisions | 29 939,10 | 0,00 | 29 939,10 |
| Subvention CVEC | 24 601,80 | 26 307,47 | -1 705,67 |
| Formations internationales (programmes courts) | 23 950,00 | 54 450,00 | -30 500,00 |
| Autres subventions (Région Ile de France) | 22 750,76 | 5 333,28 | 17 417,48 |
| Produits de gestion des frais de scolarité | 21 804,04 | 23 545,00 | -1 740,96 |
| Transfert de charges | 15 362,41 | 0,00 | 15 362,41 |
| Autres produits d'exploitation | 4 001,80 | 4 850,00 | -848,20 |
| Produits de gestion | 2 690,76 | 3 935,98 | -1 245,22 |
| Produits exceptionnels | 1 684,47 | 10 718,98 | -9 034,51 |
| Dons — Mécénats | 638,18 | 2 820,51 | -2 182,33 |
| Produits financiers | 147,94 | 1 989,92 | -1 841,98 |
| Autres subventions | 0,00 | 7 820,00 | -7 820,00 |
| TOTAL | 6 427 475,08 | 6 569 841,07 | -142 365,99 |

Informations relatives aux effectifs

| | Au 31/08/22 | Au 31/08/21 |
|--|-------------|-------------|
| Effectif du personnel non-cadre en ETP | 8,46 | 8,9 |
| Effectif du personnel cadre en ETP | 33,6 | 35,4 |
| Total | 42,06 | 44,3 |

Informations relatives aux rémunérations.

Conformément à la Loi n 2006-586 du 23 mai 2006 art.20 :

Aucun membre du Conseil d'Administration, notamment le Président, le Trésorier et le Secrétaire, ne perçoit une rémunération ni un avantage en nature dans le cadre de leur fonction. Les rémunérations annuelles des trois plus hauts cadres salariés s'élèvent à 309 548 €.

Informations relatives aux Bourses

L'ISIT poursuit sa politique sociale depuis plus de 10 ans par les bourses du fonds de solidarité de l'ISIT attribuées aux étudiants les plus nécessiteux. Les attributions sont décidées lors des commissions de bourses tenues entre juin et octobre de chaque année. Le Conseil d'Administration de l'ISIT vote un montant annuel d'attribution au fonds de solidarité, issu des fonds propres de l'Association.

Au 31/08/2022, le compte de résultat de l'exercice constate les bourses octroyées aux étudiants comme suit :

| TABLEAU DES BOURSES | | |
|---|----------------------|----------------------|
| | Au 31/08/2022 | Au 31/08/2021 |
| Bourses attribuées par commissions de l'ISIT | 182 380 € | 217 900 € |
| Bourses d'urgence - autres attribuées par l'ISIT | 0 € | 3 000 € |
| Montant total des bourses attribuées par l'ISIT | 182 380 € | 220 900 € |
| | | |
| Nombre d'étudiants bénéficiant des bourses de l'ISIT | 115 | 139 |
| Montant moyen de la bourse | 1 586 € | 1 589 € |

L'ISIT attribue également des bourses aux mobilités internationales à. travers les financements obtenus de l'Union Européenne (Erasmus+) et le Conseil Régional Ile-de-France.

En 2021-2022, les bourses attribuées dans le cadre de ces financements représentaient un total de 239 430€ :

- 234 801€ pour les mobilités en zone Union Européenne financées par l'Union Européenne (Erasmus+),
- 4 629 € pour les mobilités internationales financées par le Conseil Régional d'Ile-de-France : Bourse Aide à la Mobilité Internationale des Etudiants (AMIE).

Informations relatives aux crédits baux

| Objet | Fournisseur | Montant du Contrat | Durée du contrat* | Echéance Mensuelle | Charges 2021-2022 | Dernière Échéance |
|---------------|--------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Photocopieurs | KONICA | | 61 mois | 1 918 € | 8 350 € | 01/10/2025 |